

Questions orales

• (1450)

*[Français]***CP RAIL**

M. Paul Mercier (Blainville—Deux-Montagnes, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Au-delà de la perte de 710 emplois à Montréal, le départ du siège social de CP Rail de la métropole réduit encore son rôle prépondérant en matière de transport au Canada. Le transfert du siège social du CP est la résultante directe des politiques fédérales du rail qui, à coups de subventions énormes et de protection de lignes secondaires, a déplacé l'activité ferroviaire vers l'Ouest.

Qu'entend faire le premier ministre pour compenser les pertes d'emplois à Montréal qui résultent directement des politiques fédérales de subventions massives du rail dans l'Ouest?

[Traduction]

M. Joe Fontana (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le député, qui est membre du Comité permanent des transports, aura, ainsi que son parti, une occasion intéressante de faire quelque chose pour aider le gouvernement à concevoir une politique des chemins de fer et un réseau ferroviaire efficaces et abordables au Canada.

S'il veut s'assurer que nous ayons des transports efficaces, il votera en faveur du projet de loi C-101, qui permettra au Québec et à toutes les autres régions de créer des lignes de chemin de fer secondaires garantissant à la clientèle et aux transporteurs un moyen d'acheminer leurs produits efficacement et à bon prix. Ainsi, le pays pourra continuer à compter sur ses exportations pour prospérer.

Il y a une chose que le Bloc québécois peut faire pour le Canada, c'est de nous aider à mettre au point un système de transport hors pair.

[Français]

M. Paul Mercier (Blainville—Deux-Montagnes, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adressait au premier ministre, et je me serais attendu à ce que ce soit un membre du gouvernement qui me réponde.

Le premier ministre dit vouloir régler les vrais problèmes. . .

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Chers collègues, comme vous le savez, lorsque des questions sont posées, à la Chambre, n'importe qui du côté du gouvernement peut répondre à la question. Je demanderais à l'honorable député de poser sa question tout de suite, s'il vous plaît.

M. Mercier: Monsieur le Président, je voulais dire un membre du Cabinet.

Le premier ministre dit vouloir régler les vrais problèmes, mais les vrais problèmes, c'est le fédéral qui les cause par des politiques discriminatoires à l'égard de Montréal.

Alors que CP Rail quitte Montréal et que Canadien International a cessé ses opérations à Mirabel, autre conséquence des politiques ferroviaires, qu'attend le premier ministre pour agir et redonner à Montréal la place centrale qu'elle a toujours eue dans le domaine des transports?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais dire que c'est bien beau, la politique du Bloc québécois de toujours blâmer le gouvernement, mais ils pourraient peut-être se regarder eux-mêmes dans le miroir. Avec le climat qu'ils ont créé au Québec au cours des dernières années, et très souvent l'intolérance dont ils ont fait preuve envers les minorités au Québec, il ne faut pas se surprendre que des gens veuillent quitter Montréal à ce moment-ci.

* * *

*[Traduction]***LE VIÊT-NAM**

M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires étrangères.

Le 4 octobre, j'ai demandé au ministre des Affaires étrangères de soulever, auprès du gouvernement vietnamien, la question des neuf chefs religieux, intellectuels et culturels emprisonnés au Viêt-nam. Je suis heureux de dire que deux de ces prisonniers ont recouvré leur liberté et qu'ils sont maintenant en Amérique du Nord.

Le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il poursuivra ses démarches de diplomatie discrète au nom des autres membres du groupe qui demeurent emprisonnés?

L'hon. Raymond Chan (secrétaire d'État (Asie-Pacifique), Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir répondre au député que notre ministre des Affaires étrangères s'est rendu au Viêt-nam récemment pour s'adresser à son homologue vietnamien, le ministre des Affaires étrangères du Viêt-nam, ainsi qu'au premier ministre du Viêt-nam, afin de favoriser un meilleur respect des droits de la personne.

Nous avons aussi demandé l'accord du Viêt-nam pour que le commissaire canadien des droits de la personne, M. Max Yalden, visite ce pays dans le but de poursuivre le dialogue à cet égard. Le Canada continue de faire valoir ses préoccupations quant à la situation des droits de la personne au Viêt-nam dans tous les forums internationaux.

* * *

• (1455)

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, le ministre du Patrimoine canadien a chargé le président de la SRC d'opérer des compressions de l'ordre de 350 millions de dollars. Aujourd'hui, il a annoncé que ce ministère a un décou-